

BUREAUX : Rue Nain, 1.
Roubaix, Tourcoing :
Trois mois. 12 f.
Six mois. 23
Un an. 44

JOURNAL DE ROUBAIX

DIRECTEUR-GÉRANT : J. REBOUX
Le Nord de la France :
Trois mois. 12 f.
Six mois. 23
Un an. 44

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée.
A PARIS, chez MM. Havas, Laffite-Bullier et Cie, place de la Bourse, 2 ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 11 DÉCEMBRE 1870

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix.)

Saint-Quentin, le 10 décembre, 7 h. 39 m., soir.
Le général commandant en chef l'armée du Nord à M. Testelin et au général Farre.
La division Lecointre a fait prisonnière la garnison du château de Ham, après une certaine résistance.
Une dizaine de tués ou blessés de notre côté. Vingt-cinq tués ou blessés chez l'ennemi.
Environ 200 prisonniers dont douze officiers presque tous ingénieurs.

Tours, vendredi 9 décembre.
Voie de Londres.

Le Moniteur dit :
« Le gouvernement a décidé la création de deux armées pour opérer dans deux régions séparées par un fleuve et conserver la jonction avec Paris. Il importe que la liberté des mouvements stratégiques ne puisse pas être entravée par la proximité de Tours qui peut gêner les opérations. Il a été décidé que les services publics seraient transférés à Bordeaux, qui, par ses facilités de communications par terre et par mer, offre de précieuses ressources pour l'organisation des forces et la continuation de la lutte.
Le ministre de l'intérieur et de la guerre se rend demain aux armées, où est sa véritable place, dans les circonstances actuelles, pour assister aux efforts des soldats de la France vers Paris. »

Londres, 10 décembre.
Un grand meeting a été tenu hier, sous la présidence de l'archevêque Manning, pour protester contre l'occupation de Rome.

Une affreuse explosion a eu lieu dans une fabrique de cartouches de Birmingham. Dix-sept personnes ont été tuées et cent blessées.
Le Times dit que le gouvernement anglais est actuellement sur le qui-vive, afin d'offrir sa médiation. En demandant à la France d'envoyer un représentant à la conférence, on a reconnu le gouvernement républicain comme le successeur légitime de l'empire.

Le Daily News publie une dépêche de Berlin assurant que le bombardement de Paris a été décidé dans un conseil de guerre tenu le 6 décembre.

Le Daily News dément que M. Gambetta ait demandé un armistice.

Londres, 10 décembre.
Le Daily News annonce de Versailles, le 9 décembre, que les Français occu-

pent encore quelques positions avancées sur la Marne, telles que Champigny, qui est fortement barricadé.

Florence, 9 décembre.
Chambre des députés. — M. Manza présente un projet de validation du décret du plébiscite romain.

Il présente un projet de loi pour transférer la capitale à Rome dans huit mois, et demandant un crédit de 17 millions.

Il présente un projet de loi pour garantir au pape l'inviolabilité et les prérogatives personnelles d'un souverain. Un article du projet, dit-on, établira avec les lois les conditions, afin d'assurer, même avec des privilèges territoriaux, l'indépendance et la libre autorité spirituelle du pape.

Le ministre des travaux publics présente les projets de loi relatifs au chemin de fer St-Gothard.

M. Sella présente le budget de première révision pour 1871. Le déficit montera à 24 millions.

Madrid, 9 décembre.
Officiel. — Les nouvelles publiées par l'Opinion nationale, dont un télégramme a reproduit le sens, à l'égard de la suspension de paiement, pendant vingt mois, des intérêts de la dette intérieure d'Espagne, sont dénuées de fondement. Le paiement de la dette extérieure est déjà assuré.

Dépêches prussiennes

Berlin, samedi, 10 décembre.
Versailles, 9 décembre.
Le Roi à la Reine.

Officiel. — Le grand-duc de Mecklembourg a eu hier et avant-hier, devant Beaugency, des combats sérieux avec les restes de l'armée de la Loire qui avaient reçu des renforts de Tours.

Après une lutte victorieuse, la ville a été occupée.

Nous avons fait 1,500 prisonniers et capturé six canons.

La seconde armée a poursuivi en même temps d'autres restes de l'armée de la Loire sur la route de Bourges.

Versailles, 9 décembre.
Après le combat victorieux du 7, la 17^e et la 22^e division avec le 1^{er} corps bavarois ont continué, le 8 décembre, leur marche en avant sur Beaugency.

L'ennemi a développé entre ces endroits et la forêt de Marchenoir, en dehors des troupes engagées les premiers jours, encore au moins deux autres corps d'armée qui se repliaient d'Orléans dans des directions différentes. Cette armée a cherché avec toutes ses forces à arrêter la marche de nos troupes.

Malgré cela, nous avons continuellement gagné du terrain. Nous avons occupé successivement Gravant, Beaumont, Messas, et enfin Beaugency. Six canons et plus de mille prisonniers sont tombés entre nos mains. Le 9, nous avons pris à l'ennemi Bonvalet, Gillorceau et Ber-

nay, endroits qu'il occupait encore. Là nous avons enlevé beaucoup de prisonniers. Le point de jonction du chemin de fer de Vierzon est occupé par nos troupes.

Berlin, 10 décembre.
Parlement allemand. — Le projet de loi relatif à une modification de la Constitution, devenu nécessaire par l'introduction des mots « empire et empereur », a été adopté en première et seconde lecture. M. Delbruck déclare à cette occasion :

« Les gouvernements fédérés ne se dissimulent pas qu'on ne peut pas se borner à ces deux changements de Constitution, qui partent du point de vue qu'il suffit pour le moment d'introduire aux deux endroits respectifs les expressions convenues, mais qu'il doit être réservé de procéder dans la session prochaine à d'autres changements au texte de la Constitution.
En ce moment le temps manque pour faire ces changements, mais il ne s'agit nullement de remplacer simplement un mot par un autre, mais bien de modifications de fait ultérieures.

La France et la Prusse devant l'Europe.

Sous ce titre, la Revue des deux Mondes publie une lettre qui lui est adressée par M. le comte d'Haussonville. La haute portée de ce document, que sauront apprécier nos lecteurs, nous engage à le publier in extenso.

Monsieur le rédacteur,
« Vous avez sans doute trouvé, comme moi, que M. Jules Favre avait eu cent fois raison lorsque, prenant la direction des affaires étrangères, il a commencé par reconnaître de bonne foi ce principe du droit des gens : qu'une nation est toujours responsable du gouvernement qu'elle s'est donné. Les cabinets européens n'ont pas, en effet, à s'informer si, parmi nous, les uns ont accepté, les autres ont subi le coup d'Etat du 2 Décembre. Victimes, dupes ou complices, nous ne sommes pas admis à plaider, devant eux, les circonstances atténuantes. Ils ne sont pas tenus de savoir si nous avons, au fond de nos consciences, approuvé ou blâmé la politique extérieure de Napoléon III. Que nous ayons, de gaieté de cœur, souhaité la présente guerre, ou que nous nous y soyons laissés entraîner avec tristesse, cela ne les regarde point. Nous avons à nos risques et périls fait de Napoléon III notre maître. Il ne nous a point convenu de mettre obstacle à la politique des vingt dernières années; nous nous sommes laissés mener en guerre il y a trois mois. Cette politique et cette guerre nous sont donc justement imputables. Les cabinets de Londres, de St-Petersbourg, de Vienne et de Turin ont bien consenti à intervenir amiablement entre la Prusse et nous; mais si la Prusse n'est point raisonnable, si elle met à l'armistice des conditions contraires au bon sens et à

notre honneur, que peut y faire l'Europe? Nous avons créé cet état des choses, et c'est à nous d'en supporter toutes les conséquences.

« Théoriquement, je ne vois rien à répondre, monsieur le rédacteur, à cette thèse des puissances étrangères. Leur façon d'apprécier notre situation est certainement sévère, et leur langage est impitoyable. Somme toute elles ont raison. Humilions-nous, puisqu'il le faut, et frappons-nous la poitrine. Cependant, après avoir courbé la tête, comme il est juste, sous le sentiment de nos fautes, redressons-la un peu pour regarder en face, et pour juger nous-mêmes, à notre tour, ceux qui, dans notre infortune, nous jugent aussi cruellement. Vous savez si j'ai ménagé les vérités à notre cher pays, alors que dans un moment de fureur, il s'est jeté aux bras du prétendu sauveur qui ne pouvait hélas! que le conduire à sa ruine. Mais justement parce que, d'une voix un peu rude, je lui ai tant de fois reproché ses fatales complaisances envers le despote aujourd'hui déchu, justement parce que je l'ai pris alors à partie et rendu responsable des actes d'iniquité que, par sa molle indifférence il a laissés accomplir, peut-être trouverez-vous que j'ai acquis le droit de me retourner du côté de ses accusateurs, et de leur demander s'ils sont bien sûrs que nous avons été les seuls coupables. Oui, nous nous sommes trompés et ce fut une sottise; oui, nous avons été faibles, et ce fut une faute. Oui, nous avons consenti à être conduits jusqu'au bord de l'abîme, et c'est une honte; mais les alliés du vainqueur de Sébastopol et de Solferino, n'ont-ils pas eu aussi leur quart d'heure d'illusion et de fâcheuse connivence? Vraiment, on dirait qu'ils n'ont pas tout à tour choqué, et courtoisé à l'envi l'homme étrange qui n'est plus désormais pour eux que le vaincu de Sedan. Ni les approbations ni les encouragements ne lui ont pourtant manqué quand il a fait son apparition sur la scène du monde. Il lui en est arrivé en foule de toutes parts, aussi bien des rivages de la Manche que des pays d'au-delà du Rhin. C'est pourquoi parmi ces cabinets si unanimes pour nous appliquer aujourd'hui à toute rigueur les lois d'une inexorable justice, je veux chercher quel est celui qui, n'ayant jamais failli, osera bien jeter la première pierre. Après quoi j'examinerai si vous le voulez bien, la question de savoir si les cabinets étrangers suivent une sage politique en se montrant aussi faibles aujourd'hui vis-à-vis du roi Guillaume qu'ils étaient complaisants naguère pour l'empereur Napoléon III.

« Ou je me trompe, ou l'imprévoyance est un défaut capital chez un individu, plus fâcheux quand il s'agit d'une nation tout entière, complètement impardonnable chez les personnages politiques qui s'intitulent hommes d'Etat, et se mêlent par profession de gouverner les autres. A coup sûr, la France a manqué de sagesse lorsqu'elle a remis le soin de ses destinées à un Bonaparte, et l'événement n'a que trop démontré combien elle était mal inspirée lorsque, afin de se procurer

la paix, elle a voté pour l'empire. Soyons justes, toutefois, et convenons qu'au nombre des souvenirs réveillés par le nom de Napoléon il y en avait plus d'un, monsieur le rédacteur, qui rendait assez excusable l'erreur de la majorité de nos concitoyens. Si les amis de l'ordre à tout prix, si les partisans d'une administration régulière se sont de préférence rattachés à l'étoile du premier consul, qu'il d'étonnant! Si les imaginations éprises avant tout de gloire militaire ont surtout songé aux immortelles victoires du premier empereur, quoi de plus naturel encore? Ce qui est moins naturel, ce qui est, au contraire, bien singulier ce dont, pour ma part, je ne pourrai jamais me rendre compte, c'est que l'Europe ait paru se complaire à subir elle-même, et non moins que la France, cette fascination rétrospective du Consulat et du premier Empire. Pour elle, c'était renier sa propre histoire, rompre avec tout son passé, tourner le dos à toutes les traditions, mettre sous ses pieds je ne sais combien d'anciens griefs, et des rancunes qu'on croyait incurables. Cela ne lui a pourtant rien coûté. La plupart des puissances étrangères avaient, en 1830, fait tant soit peu languir, avant de le reconnaître, le pacifique roi Louis-Philippe. Elles avaient également consulté leurs aises avant d'entrer en rapports officiels avec l'offensive république de 1848. Mais dès qu'il leur fut possible d'aller saluer sur son trône, en 1852, le restaurateur de la redoutable dynastie des Napoléon, ces mêmes puissances ont été toutes pleines d'ardeur et de feu. Entre les membres du corps diplomatique, l'émulation fut extrême à qui remettrait le premier ses lettres de créance, et l'on vit à ce propos s'engager à Paris une véritable course au clocher. Avez-vous jamais su quel heureux ministre eut la bonne fortune de devancer tous ses collègues? Ce fut le représentant de S. M. le roi de Naples. Pour se procurer un avantage aussi envié, il n'y avait sans doute pas de moyens qui fussent légitimes. Voici celui dont s'avisa M. le baron Antonini: prévoyant que l'empire était proche, il s'était fait envoyer d'avance par sa cour de nouvelles lettres de créance avec la date en blanc. A l'heure voulue, il l'avait mise lui-même de sa main; et c'est ainsi qu'au grand désespoir de ses collègues, le ministre napolitain avait pu se présenter triomphant, dès le 3 décembre, à l'audience officielle des Tuileries, tandis que, malgré toute sa diligence, le ministre d'Angleterre, lord Cowley, n'y fut reçu quelques jours après lui.

Il y eut cependant une puissance en Europe, qui fit mieux encore. Se jeter hâtivement à la tête de l'empire, quand il était déjà fondé, cela n'eût pas suffi au zèle de l'Autriche. Elle n'eût pas habilement pris en avance son acte de protection les ambitieux desseins du prince président. A peine Louis-Napoléon, fatigué de la république eût-il laissé tomber à ce sujet, quelques vagues et nonchalantes paroles; que les saisisant au vol, le prince de Schwarzenberg s'en faisait, auprès des autres cabinets, le complai-

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX.
DU 12 DÉCEMBRE 1870.

— 40 —

LA GUERRE DU NIZAM

PAR MÉRÉY
— XVIII —
LE LENLEMAIN.
SUITE

Amalia, dit Octavie, je me trouve un peu soulagée après t'avoir dit cela; aussi je regrette moins de te l'avoir dit.
— Et point de nouvelles! point de nouvelles! personne! Octavie... C'est désespérant!... Oh! il m'est affreux et intolérable de vivre dans cette incertitude! Si je reste un jour de plus dans ce village, je meurs!
Amalia fit signe à M. Tower d'appro-

« Monsieur Tower, dit-elle, avez-vous jeté un coup-d'oeil à l'aube, sur le tableau des navires en partance?
— Oui, mademoiselle, selon vos ordres.
— A qui des deux tenez-vous à plaire, monsieur, Tower, au ministre ou à moi?
— Cette demande, mademoiselle, dit M. Tower avec de grandes inflexions de torse, cette demande m'honore beaucoup...
— Je ne vous demande pas si elle vous honore. Répondez-moi par un seul mot.
— Le ministre est fort loin d'ici, et probablement il nous a oubliés. J'ai plein pouvoir de...
— On vous demande un seul mot, monsieur Tower, dit Amalia en étendant et agitant les mains vers lui.
— Je veux plaire à vous, mademoiselle Amalia.
— Très-bien, quoique trop long. Y a-t-il un navire sous charge pour France, à la minute?
— Dans les ports du Malabar, on attend les moussons!
— Au diable les moussons!
— Au Coromandel, on annonce le départ du trois-mâts le Dragonnier pour Bordeaux.
— Oui, mais il faut traverser la moitié de la presqu'île en palanquin pour aller à...?
— A Tranquebar, mademoiselle.
— Eh bien! s'il le faut, nous irons nous embarquer à Tranquebar. Il paraît

qu'à Tranquebar on n'attend pas les moussons. Octavie, tu ne me quittes point, j'espère, n'est-ce pas.
— Mon Dieu! que ferais-je ici, mon ange. Ensemble nous sommes venues, ensemble nous repartirons... Mais il me semble, Amalia, que ce départ est encore subordonné...
— Sans doute, Octavie, il faut que je boive la coupe jusqu'à l'amertume. Que me coûte-t-il à présent de faire mon devoir? Je le ferais. Nous verrons les dispositions du colonel Douglas... Si le colonel méprise mon deuil, on m'accorde le sursis que l'on accorde aux condamnés, mais je me résigne, je me sacrifie, je reste. Je ne veux pas que le monde exploite contre moi la mort d'Elona, et invente encore quelque monstrueuse histoire pour achever mon déshonneur.
— Si le colonel est généreux, comme je l'espère, ou insouciant, comme il en a l'air, tout est fini pour moi au Bengale; demain nous montons en palanquin, et nous partons pour France ou tout autre pays : il me serait impossible de vivre un jour de plus dans cette maison... Octavie! Octavie! ajouta la jeune demoiselle en secouant mélancoliquement la tête, tu le vois... personne ne vient... on dirait que tout est mort autour de nous!
— Elle se leva, comme violemment excitée par une idée soudaine qu'elle allait mettre à exécution.
— Monsieur Tower, dit-elle, nous ne sommes qu'au milieu du jour, et vous pouvez être de retour encore ce soir bien

avant le coucher du soleil... Vous avez plein pouvoir ici... vous n'avez qu'à demander des guides ou des escortes pour être obéi. Il faut partir sur-le-champ et voir le colonel Douglas à Nerbudda.
— Vous l'exigez, mademoiselle? dit Tower d'un air humble.
— Belle question! dit Amalia en haussant les épaules; certainement je l'exige.
— J'irai voir le colonel Douglas, après?
— Vous lui parlerez en particulier, et vous lui demanderez une explication nette et catégorique sur cette affaire qu'on appelle un mariage. Vous connaissez mes intentions, monsieur Tower; eh bien! il est juste que mon tuteur connaisse les intentions du colonel Douglas.
— C'est on ne peut plus juste, mademoiselle...
— Ne cachez rien au colonel, monsieur Tower. Je vous donne carte blanche pour les indiscrétions. Laissez dire à votre bouche tout ce qu'elle voudra; peu m'importe! Il doit connaître la mort du comte Elona; il tirera de votre démarche les conséquences... L'essentiel est de connaître les dispositions du colonel. Vous agissez pour votre propre compte, entendez-vous, monsieur Tower, vous faites une visite de tuteurs.
— Mademoiselle, dit Tower, vous allez être obéie à l'instant... Ne vous affligez pas ainsi comme vous faites... les consolations ne vous manqueront pas... et j'espère que mes soins, mon zèle, ma

M. Tower, songez que je suis sûr des charbons ardents, et que j'attends votre retour.
— M. Tower s'inclina respectueusement, et sortit du jardin pour exécuter les ordres de sa pupille, qui était sa tutrice depuis l'arrivée à Roudjah.
— Nous laisserons nos deux héroïnes dans leur isolement et leurs angoisses muettes, pour suivre M. Tower sur la route de Nerbudda.
— M. Tower, qui rapportait tout à lui-même, selon sa sage mission selon l'usage de son amour-propre, s'acquittait avec plaisir de cette mission. Ce désespoir témoigné par deux femmes, à la nouvelle vraie ou fautive de la mort d'Elona, était tout simplement causé par un vif intérêt amical. Le lendemain, ce désespoir aurait fait son cours, se disait M. Tower. Quant au colonel Douglas, M. Tower ne doutait pas de sa répugnance invincible pour ce mariage. Il se proposait donc d'obliger mollement Douglas à le terminer, afin de lui laisser une porte ouverte pour s'échapper du pied de l'autel. Ensuite se déroulait de long voyage sur mer, un tête-à-tête où trois mille lieues, où les choses devaient nécessairement prendre une tournure favorable à M. Tower, dont l'ascendant était irrésistible sur une jeune femme accablée des ennuis d'une longue navigation. Le dénoûment de ces aventures était facile de prévoir. On débarquerait dans un port de France, hors des atteintes et des rancunes du Foreign-Office,